

Brochure n° 3165

**Convention collective nationale**

IDCC : 1077. – **ENTREPRISES DU NÉGOCE  
ET DE L'INDUSTRIE DES PRODUITS DU SOL,  
ENGRAIS ET PRODUITS CONNEXES**

---

AVENANT N° 1 DU 25 AVRIL 2006  
À L'ACCORD DU 7 JUILLET 2005 RELATIF AU DIF

NOR : *ASET0650958M*

IDCC : *1077*

---

PRÉAMBULE

Concernant l'arrêté d'extension du 30 mars 2006, publié au *Journal officiel* du 11 avril 2006, de l'accord de branche du 7 juillet 2005 relatif au droit individuel à la formation conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises du négoce et de l'industrie des produits du sol, engrais et produits connexes,

Considérant la loi du 23 mars 2006 sur l'égalité salariale, postérieure à l'accord, qui est venue compléter l'article L. 933-1 du code du travail sur le traitement des absences dans l'acquisition du droit au DIF,

Les parties signataires conviennent ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

*Modification de l'article 1<sup>er</sup> « Acquisition du droit au DIF »*

Le 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 1<sup>er</sup> est modifié comme suit :

Le terme « civile » est supprimé.

Les alinéas 5 et 6 de l'article 1<sup>er</sup> sont supprimés et remplacés comme suit :

« Sont prises en compte pour le calcul du DIF :

- les périodes de suspension du contrat de travail visées aux termes de l'article L. 933-1 du code du travail ;

- le congé de paternité ;
- les périodes de suspension pour cause d'accident de travail ou maladie professionnelle retenues pour l'acquisition des congés payés. »

Le deuxième tiret de l'alinéa 8 de l'article 1<sup>er</sup> est supprimé et remplacé comme suit :

« – le salarié embauché entre le 1<sup>er</sup> juillet et le 31 décembre bénéficie d'un DIF intégrant les droit acquis *pro rata temporis* entre la date d'embauche et la fin de la première année. Il pourra prétendre bénéficier de ce droit au terme de l'année civile entière suivant celle de sa date d'entrée. »

## **Article 2**

### *Dépôt et extension*

Le présent avenant sera déposé dans les conditions légales. Il sera soumis à la procédure d'extension.

Fait à Paris, le 25 avril 2006.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

#### **Organisations patronales :**

- Fédération du négoce agricole ;
- Fédération nationale du légume sec ;
- Fédération nationale des syndicats de négociants en pommes de terre et légumes en gros.

#### **Syndicats de salariés :**

- Fédération générale des travailleurs de l'agriculture, de l'alimentation et secteurs connexes (FGTA) FO ;
- Fédération générale agroalimentaire CFDT ;
- Fédération des syndicats CFTC commerce, service et forces de vente (CSEV-CFTC) ;
- Fédération nationale des cadres, agents de maîtrise des industries, commerces agricoles et alimentaires CGE-CGC.